

Concevoir, mettre en œuvre et évaluer une stratégie culturelle.

Domaine de formation : ELU0204 – Action culturelle / Tourisme / Patrimoine.

Référence interne : ELU0204-GX-CP2 Durée de la session : 7 heures Prérequis : Aucun prérequis

Les objectifs pédagogiques :

Cette session de formation a pour objectif de permettre aux élus de :

- · Connaître les différents aspects d'une stratégie culturelle.
- Découvrir les interlocuteurs de l'élu en matière de politique culturelle.
- Apréhender les avantages et les inconvénients des politiques culturelles.
- Apprendre à faire vivre une stratégie culturelle.

Le Programme :

Les principaux domaines de politique culturelle :

- · Le spectacle vivant.
- · Le spectacle enregistré.
- · Le patrimoine.
- · L'enseignement artistique.
- · La lecture publique.

Les acteurs de la stratégie culturelle :

- · La DRAC.
- · Les réseaux.
- · Les écoles de musique, de danse et d'art.
- Les théâtres, salles de concert et de spectacle.
- · Les associations.
- Le patrimoine naturel et monumental.
- Les établissements publics de coopération culturelle.
- Les différentes formes juridiques d'établissements culturels.

Les enjeux de la politique culturelle locale :

- · L'attractivité du territoire.
- · La cohésion sociale.
- · Les effets économiques.
- L'emploi.

La vie de la stratégie culturelle :

- · La concertation préalable.
- · La prise en compte du contexte local.
- · La définition des objectifs artistiques, sociaux, économiques...
- La recherche de financements et la mesure des dépendances qui en découlent.
- La recherche de labels et de conventions.
- La complémentarité entre les différentes sources d'activités culturelles.
- · La présentation politique.
- · L'adaptation aux évolutions du territoire.
- · La politique de communication.
- · La gouvernance du projet
- L'évaluation de la stratégie.

Formateur: Monsieur Xavier GIVELET



Ancien élève de l'ENA (promotion Jean Monnet)

- · Sous-préfet pendant 9 ans
- Inspecteur des finances (à titre temporaire dans le cadre de la mobilité statutaire) pendant 2,5 ans
- Conseiller à la DATAR pendant 6 ans
- Magistrat de chambre régionale des comptes pendant 6 ans.

Les points forts de la formation :

Le formateur a été directeur d'école de musique, puis sous-préfet et enfin magistrat de chambre régionale des comptes.

Modalités pédagogiques :

Les résultats attendus :

- Documents support projetés.
- Etudes de cas.

Comprendre le contenu et la conduite d'une politique culturelle locale.

Public:

Elus.

Format:

collaborateurs d'élus, cadres administratifs, agents de la collectivité. En intra : dans une salle mise à disposition par la collectivité

En inter-collectivité : dans une salle mise à disposition par notre organisme

A distance : en classe virtuelle synchrone er

A distance : en classe virtuelle synchrone en présence de Monsieur Xavier GIVELET

Financement et coût :

Pour les intras, nous consulter pour devis

Pour cette session programmée et ou à distance d'une durée de 7 heures de formation le coût est de 400 € TTC si DIF ELU / 560 € TTC si budget de la collectivité .

Evaluation des acquis :

Évaluations régulières pendant la formation en utilisant différents moyens (mises en situation, quiz...) - Questionnaire de satisfaction en fin de session - Attestation de fin de formation précisant les objectifs de la formation - Possibilité d'évaluer les connaissances acquises par QCM - Suivi post formation à 6 mois par entretien téléphonique et ou questionnaire

Accessibilité et référent handicap :

Les établissements de réalisation des actions de formation de la SAS FDEL sont majoritairement des ERP (Etablissement Recevant du Public), les règles d'accessibilité pour les personnes en situation de handicap sont appliquées. Nous invitons les personnes en situation de handicap qui veulent suivre une de nos formations à nous contacter directement afin d'évaluer ensemble les modalités d'accès requises.Le référent handicap M GILBERT reste disponible pour tout renseignement à ce propos.

Nombre maximum de participants par session de formation : 15 personnes.

Délai d'accès à cette formation : le délai d'accès est abordé différemment selon qu'il s'agit d'une action de formation inter-collectivité, d'une action intra-collectivité ou d'une action à distance. Le délai d'inscription incompressible si financement DIF ELU est de 11 jours ouvrés avant le jour J de la formation.

Résultats en 2021 et 2022 : 100% des stagiaires recommandent nos formations (Mise à jour régulières des résultats sur notre site internet)